



Groupe
Tiers-Monde Clamart
Peuples Solidaires

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CLAMART

Numéro spécial 25 ans

Octobre 2007

Le Groupe Tiers-Monde Clamart à 25 ans

Qu'avons nous fait depuis l'origine de notre association ? Que sommes-nous devenus ? Où allons-nous ? Ce 25^e anniversaire est l'occasion de poser ces questions.

problèmes du Tiers-Monde et du sous développement. Sa première manifestation a été une protestation, en décembre 1980 contre l'organisation du concours du plus fort mangeur de choucroute et de saucisses.

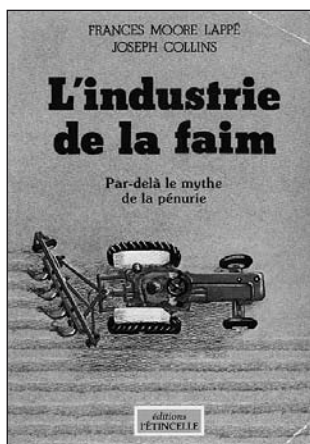
27 mars 1981 : organisation d'un débat : regards sur l'Amérique dite « Latine ». Le déséquilibre économique croissant n'est-il pas une préoccupation majeure ? Sommes-nous concernés ? Y-pouvons-nous quelque chose ?

LE GTMC PEUPLES SOLIDAIRES

Septembre 1981 : décision de créer une association loi de type 1901 : le GITMC, Groupe d'Information Tiers-Monde de Clamart (les statuts sont publiés au *Journal Officiel* le 20 janvier 1982).

1983 : Le GITMC adhère à Peuples Solidaires

Le GITMC entendait par cette adhésion aller au delà des actions de sensibilisation et apporter un appui à des projets de développement de partenaires du Sud.



▲ Couverture de l'ouvrage *L'industrie de la faim*, invitations aux débats *L'arme du blé* et *Regards sur l'Amérique latine*.

1978 : un groupe d'amis travaille sur un ouvrage, « *L'industrie de la faim* ».

30 mars 1979 : Ce petit groupe convie les Clamartois à la projection du film « *L'arme du blé* », de Christine Ockrent, film qui pose une question toujours d'actualité : la répartition des ressources vitales doit-elle être laissée entre les mains des multinationales ? Cette projection a été suivie d'un débat.

Le groupe s'étoffe et se propose de sensibiliser l'opinion aux



Peuples Solidaires

La fédération Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Ses objectifs sont d'agir contre les causes du sous développement par une éducation populaire à la citoyenneté internationale et de soutenir les communautés du Sud. Elle rassemble des adhérents individuels et des groupes locaux désireux d'agir pour un développement solidaire de tous les peuples.

Peuples Solidaires regroupe ainsi 80 associations locales, 300 adhérents individuels. Elle a créé Réseau-Solidarité, pour la défense des droits économiques et sociaux au Sud par des campagnes d'envoi de lettres de protestation et de soutien ; 8 000 personnes participent à ces campagnes.

Le nom de l'association est devenu le Groupe Tiers-Monde de Clamart (GTMC Peuples Solidaires), avec les objectifs suivants :

- a) sensibiliser la population de Clamart et des environs, notamment les scolaires, aux problèmes du développement des pays du Sud ;
- b) contribuer au développement des pays du Sud par des partenariats avec des Organisations Non Gouvernementales de ces pays.

SENSIBILISATION À CLAMART

En direction de tous publics.

Plus de 30 réunions d'information ont été organisées autour de spécialistes du Tiers-Monde ainsi que des expositions sur des thèmes divers : population et développement, lutte contre la faim, droit à la terre, travail des enfants, santé, éducation, situation des femmes, identité culturelle, migrations et immigrants, épargne solidaire et micro crédit, coopération décentralisée, la dette des pays du Tiers-Monde... avec des exemples pris en Inde, en Afrique, ou en Amérique Latine.

Des personnalités du Sud sont venues apporter leur témoignage : des femmes Haïtiennes ou Burkinabés, Madame Aïssat Moumouni, ancien ministre de la promotion de la femme du Niger, Halidou Ouedraogo, président du mouvement des droits



▲ Halidou Ouedraogo président de la ligue des droits de l'homme du Burkina Faso.

de l'homme du Burkina, le Père Giacomelli, curé de Pintadas, Rajagopal P.V., leader des sans terre de l'Inde,.

Le GTMC travaille avec d'autres associations clamartaises (Artisans du Monde, CCFD, ACCES, Enfance et Partage, le Temps Retrouvé, ...) dans le cadre de campagnes spécifiques ou d'organisation de manifestations :

1984 : campagne pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes,

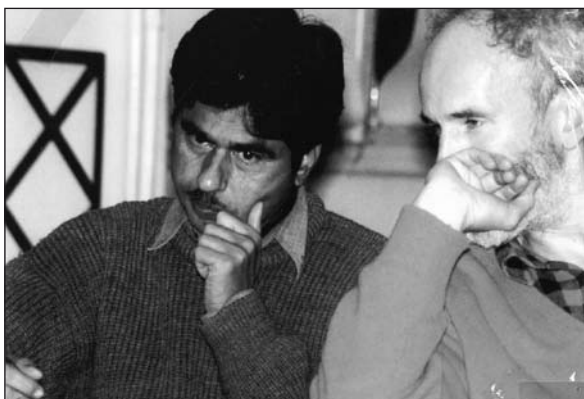
1988 : fête de tous les pays,

1999 : journées de solidarité,

2000 : campagne de l'éthique sur l'étiquette, et première organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale à Clamart, toutes deux reprises les années suivantes. Elles sont en partenariat avec la mairie de Clamart depuis 2004.



Rajagopal P.V., leader des sans terre de l'Inde.



Depuis 1984 le GTMC publie une lettre d'information dont la forme a été modifiée en 2006 et qui surtout est devenue commune au GTMC et à Artisans du Monde. Une fois par an depuis 3 ans un « repas solidaire » est proposé à tous les Clamartois. Il réunit une centaine de personnes ; c'est un moment d'échange, de convivialité et d'amitié



▲ Relais RITIMO

dans une atmosphère festive.

En collaboration avec Artisans du Monde un point d'information RITIMO, rattaché au réseau des 50 « centres d'information pour le développement et la solidarité internationale », a été créé en 2006.

EN DIRECTION DES SCOLAIRES

Dès 1983 le GTMC a proposé des animations auprès des collèges et des écoles primaires :

Auprès des collèges, de 1983 à 1992, il a proposé à la directrice du Centre Jean-Arp des films inclus dans le programme scolaire de ce centre. Différents sujets ont été abordés : l'apartheid avec « *La dernière tombe à Dimbaza* », la vie d'un petit indien avec « *Salaam Bombay* », la reconnaissance de l'identité amérindienne avec « *Mission* ». Mais la généralisation des moyens vidéo a permis aux enseignants de programmer des films dans leurs classes, au moment opportun de leur cours. Aussi ce type d'animation a été abandonné.

Auprès des écoles primaires, depuis 25 ans une équipe d'intervenants, propose une animation auprès des cours moyens des écoles primaires de Clamart et s'est même rendue à Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Montrouge, ... parfois en collabora-

tion avec d'autres associations telles qu'Artisans du Monde, Que Choisir ?, ...

Les différents sujets abordés : la vie d'un enfant du Sahel, l'exploitation des enfants au travail, les droits des enfants, l'eau, la santé, l'éducation, le commerce équitable... Les intervenants soulignent les différences entre les modes de vie, cherchent à mettre en valeur la culture de pays aux ressources limitées, engagent les petits clamartois à mesurer le confort de leur vie, à respecter la nourriture, l'environnement, à économiser l'eau, etc. C'est pour les animateurs l'occasion de travailler le thème, de chercher des documents actualisés : diapositives, vidéos, expositions, histoires...

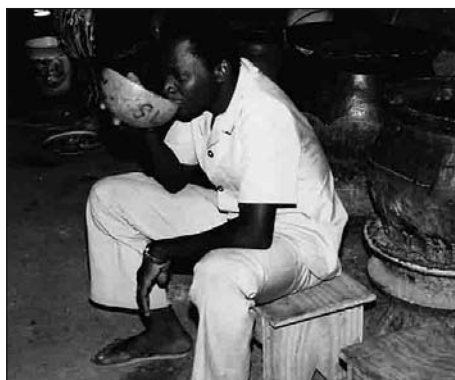
En 1988, trois griots burkinabés qui résidaient alors à Clamart ont raconté et mimé à leur manière des histoires de leur pays et des fables de La Fontaine.



Les enseignants poursuivent le travail, les élèves font des dessins, des textes, des lettres. Par exemple, à partir de ces documents, une exposition de huit panneaux a pu être réalisée sur la santé dans les pays en développement.

Cette sensibilisation touche environ 1 000 élèves par an. Les intervenants bénévoles reçoivent toujours un excellent accueil et rencontrent des élèves très participants et enthousiastes. Les questions posées sont toujours intéressantes et les remarques pertinentes.

▶
Janvier Dabiré



CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT

Elle passe par des partenariats avec des groupes locaux des pays du sud désireux d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit d'établir des relations avec eux, de se connaître mutuellement et de les aider à déterminer leurs besoins.

AU BURKINA FASO

Peuples Solidaires a eu longtemps un permanent expatrié à Ouagadougou. Son rôle était de former des paysans qui allaient devenir des animateurs de groupes dits « comités villageois ». Plus d'une centaine de comités ont été ainsi créés. Ils sont regroupés au sein d'une fédération : l'Union des COMités pour le Développement des Peuples (UCODEP). En France, une quarantaine de groupes Peuples Solidaires ont pour partenaire un des comités membres de l'UCODEP. Notre partenariat au Burkina a suivi l'évolution de la relation entre Peuples Solidaires et l'UCODEP.

Guéguéré

1983 : A notre demande Peuples Solidaires nous a proposé un partenariat avec ce village de la région de Dano. En novembre, Janvier Dabiré, cultivateur, président du comité UCODEP de Guéguéré, vient à Clamart. Une correspondance commence puis

une aide est apportée à la mise en place d'une banque de céréales pour lutter contre les spéculations traditionnelles sur le prix du mil entre deux récoltes.



▲ Case traditionnelle de type « Lobi »

Février 1987 : Une première mission se rend à Guéguéré, apporte des fournitures scolaires, visite le dispensaire et la maternité et remet quelques médicaments. Ce fut le premier contact avec cette région d'ethnie dagara à la riche culture avec son habitat différent des images classiques des cases africaines. Malheureusement le manque de dynamisme du comité de Guéguéré n'a pas permis de poursuivre cette relation.

L'Union Solidaire et la sous fédération de Dano

1990 : Un programme élaboré par Peuples Solidaires et l'UCODEP, co-financé par l'Union Européenne et par la France a pour but de renforcer l'UCODEP.

Celle-ci se structure en sous-fédérations, dont deux dans la région de Dano : Bougouriba et loba.

1997-98 : quatre groupes de Peuples Solidaires financent des microprojets pour cinq comités villageois de la région :
– Construction de diguettes antiérosives



▲ *Transport de pierres, digue filtrante en petit enrochement.*

– Construction de digues pour retenir l'eau dans les bas fonds et permettre de meilleures récoltes et l'abreuvement des animaux.

C'est l'occasion d'une deuxième visite du GTMC ; elle permet de constater la mobilisation des villageois pour la réalisation des travaux malgré une extrême pauvreté.

1998 : un nouveau programme est conçu et financé dans les mêmes conditions que le précédent. Il vise à donner une autonomie complète à l'UCODEP ; il est décidé de formaliser la coopération des groupes de Peuples Solidaires intervenant au Burkina en constituant des Unions Solidaires.

Celle de Dano regroupe six groupes ayant un partenaire dans la sous fédération, dont le GTMC.

2001 : Dans le cadre de ce programme, lors d'une mission du GTMC à Dano, un contrat est signé entre l'Union Solidaire et la Sous-Fédération en vue de réaliser un projet qui concerne quinze villages et comprend plusieurs volets : alphabétisation des adultes en langue locale, extension du programme de conservation des eaux et des sols et promotion de la femme à travers ses activités avec des formations et un programme de micro crédits.

Aucun nouveau programme, ne sera financé. Les seuls apports sont ceux des groupes.

2005 : une nouvelle mission se rend à Dano à l'occasion d'une session de formation et de la mise en place d'une savonnerie, financées par l'Union Solidaire. Les femmes voient valoriser

ainsi leur savoir faire : l'exploitation du beurre de karité qu'elles transforment en savon pour le vendre dans les villages et sur les marchés locaux.

Actuellement un programme plus complet est à l'étude, au sein de l'Union Solidaire et de la Sous-Fédération : « Réduction de la dépendance alimentaire de onze villages membres de la sous-fédération UCODEP de Dano » ; il poursuivra sur cinq ans les actions de conservation des eaux et des sols, de reboisement, de développement de l'élevage de volailles ainsi que la consolidation de la savonnerie et d'autres activités des femmes.

Maison des femmes de Moulourou.



Moulourou

2001 : un premier contact sur place avec le comité villageois de Moulourou (région de Dano) a permis d'établir un nouveau partenariat. Des projets locaux sont évoqués lors d'une assemblée de village. Les femmes y sont très actives.

2004 : le GTMC est amené à financer une maison pour les femmes. La mission de 2005 y réside plusieurs jours et assiste à son inauguration festive. Les nombreuses rencontres aboutissent à l'engagement du GTMC sur une formation spécifique aux femmes, formation qui leur permettra de mieux gérer leurs activités.

Fabrication du savon à partir du beurre de karité.



Composition de l'Union Solidaire Dano Créée en 2001

Groupes de Peuples Solidaires de :

- Bouguenais (44),
- Clamart (92),
- Courbevoie (92),
- La Frette (95),
- Saint-Laurent-de-Chamousset (69)



Nous en sommes à la deuxième année d'alphabétisation. De nouveaux projets sont évoqués : jardin des jeunes, amélioration des retenues d'eau, ...

▲ Augustin et Hélène, animateurs de l'UCODEP, en visite à Clamart en novembre 2005.

AU BRÉSIL

1987 : premier partenariat, avec le village d'Angelim dans l'État du Pernambouco (Nordeste) avec la construction d'un moulin à céréales.

1991 : le GTMC développe une action à Pintadas, municpe de l'État de Bahia, dans le Nordeste brésilien. Une coopérante française, Claire Bernat, est envoyée pour un an à Pintadas par le programme français « Solidarité Eau ». Elle y étudie les conditions de l'utilisation domestique de l'eau et contribue à la sensibilisation de la population aux problèmes d'hygiène en relation avec l'eau. A son retour elle nous propose d'aider cette population à réaliser son projet : « Vivre avec la sécheresse ».

Nous avons d'abord financé la construction de petits barrages puis participé à la réalisation d'un projet plus vaste comportant la construction de huit

Habitation en zone rurale avec sa citerne. ▼



▲ Barrage.

barrages et de 150 citernes stockant les eaux de pluies. Pour ce projet le GTMC a obtenu une aide financière de l'Union Européenne et du ministère français des Affaires Étrangères.

Le Groupe de Peuples Solidaires de Gex, dans l'Ain, y a également contribué.



2002 : Participation à la construction d'une école de 800 élèves et à la réalisation d'un projet d'assainissement.

▲ École Zilda Dias.

La ville de Clamart a contribué au financement de ces différents projets.

À partir de 2002 notre association a collaboré avec deux autres ONG (belge et italienne) pour apporter une aide au développement de l'élevage de chèvres et de moutons ainsi qu'à la construction d'un abattoir.

Élevage de chèvres. ▼



Deux autres groupes de Peuples Solidaires se sont joints à nous : Lesneven et Saint-Pol-de-Léon en Bretagne, le groupe de Gex continuant aussi à apporter son appui.

Des membres du GTMC sont allés à Pintadas à cinq reprises et nous avons eu la visite régulière de représentants de ce partenaire à partir de 1995 ; cela a été l'occasion de réunions d'information à Clamart.



▲ Spectacle au centre culturel Tacho de Arte, « l'art est ton peuple ».

Le municiple estime maintenant qu'il n'est plus nécessaire de l'aider pour des projets productifs ou des investissements de base. Il nous a demandé une aide ultime pour un centre culturel destiné à mobiliser les jeunes : « Tacho de Arte », littéralement « chaudron de l'art ». Son inauguration a eu lieu en octobre 2007.

Cette action a été pour nous d'un très grand intérêt ; nous avons vu notre partenaire concevoir entièrement ses projets et accéder à une complète autonomie.

AU MALI À KIDAL

2002 : la signature d'un accord de coopération entre les communes de Clamart et de Kidal, ville touarègue du nord du Mali, a incité le GTMC à établir une relation avec cette ville malienne.



► Mission à Kidal en janvier 2005.

Janvier 2005 : Après une mission de quatre membres du groupe, une bibliothèque scolaire de loisir a été mise en place auprès des écoles primaires : équipement, formation de la bibliothécaire, participation à son salaire, envoi de livres.

En 2007 une nouvelle mission de trois membres, accompagnés de deux ingénieurs de l'association Aquassistance, s'est rendue sur place pour :

- faire une étude sur l'assainissement de la ville, des proposi-

tions sont faites aux maires des deux communes (Clamart et Kidal) pour limiter les déchets solides et liquides. Le projet prendrait d'abord la forme d'une expérience pilote pour définir au mieux les techniques à employer, compte tenu de la culture locale. Ce projet prévoit également la sensibilisation des

scolaires aux principes d'hygiène à respecter pour préserver la santé et l'environnement.

- suivre les projets en cours menés par la ville de Clamart (santé, formation, artisanat) et consolider les relations avec la ville de Kidal et les associations locales,

- poursuivre le développement de la bibliothèque de loisir soutenue par le GTMC. Aujourd'hui, la construction d'une bibliothèque plus grande concernant le 1^{er} et le second cycle, soit 1 300 élèves, devient indispensable.



► Bibliothèque scolaire de loisir ; Fatma, la bibliothécaire.



► Kidal, les ordures dans la ville.

VIE DE L'ASSOCIATION ET FINANCEMENT DES ACTIONS

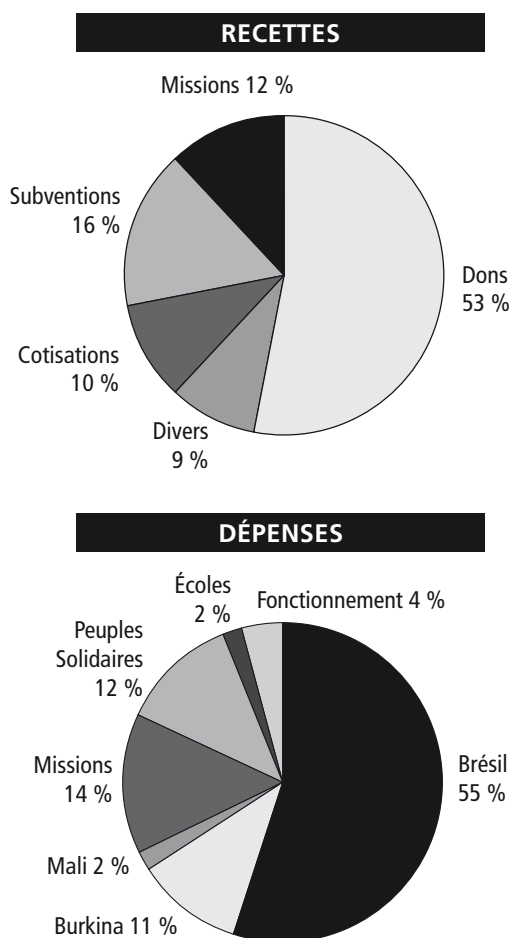
Le GTMC comptait une vingtaine de membres les premières années; il en compte aujourd'hui une soixantaine, la plupart clarmontois.

Nos réunions sont mensuelles sauf pendant les vacances scolaires. Ces réunions sont assez souvent l'occasion d'entendre des personnalités extérieures invitées à faire le point ou à donner des informations sur un sujet donné; elles sont alors ouvertes au public comme rappelé au début de cet historique.

Le fonctionnement de l'association est entièrement assuré par une trentaine de bénévoles. Le bureau de l'association se réunit tous les mois. Une douzaine de personnes interviennent dans les écoles, des équipes de trois ou quatre s'occupent plus particulièrement de chaque partenariat, d'autres prennent en charge l'édition et la diffusion de la lettre d'information.

Ceux qui partent en mission auprès de nos partenaires le font bénévolement et supportent la charge financière du déplacement. Mais pour alléger la charge, les frais correspondants sont réglés par le GTMC et les intéressés remboursent l'association en lui faisant un don de même valeur, don faisant l'objet d'un reçu fiscal. C'est la raison pour laquelle les missions figurent en recette et en dépense dans le budget décrit ci-après.

Nos ressources proviennent des cotisations des membres (20 euros/an), de subventions et surtout des dons effectués par les membres et les sympathisants de l'association. Les graphiques ci-contre en donnent la



structure pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 1 juillet 2007 avec un budget annuel moyen de 10 300 euros. À noter une cotisation non négligeable à Peuples Solidaires. Elle est le reflet de notre attachement à une fédération qui, outre le lien qu'elle représente avec les autres groupes de Peuples Solidaires, nous engage dans des actions de soutien aux pays du Sud au niveau national et de plus en plus au niveau international.

En ce qui concerne les aides que nous avons pu apporter à nos partenaires le tableau ci-dessous en présente la valeur en euros courants depuis l'origine de l'association :

Partenariat	Montant financier depuis l'origine du partenariat	Réalisations soutenues par le GTMC
Burkina Faso (depuis 1982) Guéguéré UCODEP Dano, Moulourou	24 000 euros	<i>Alphabétisation, formation d'animateurs paysans, stockage de céréales, conservation des eaux et des sols, soutien aux activités des femmes, micro crédits.</i>
Brésil (depuis 1992) Angélim Pintadas	70 000 euros	<i>Développement rural, augmentation des ressources en eau, petits barrages, citernes, appui à l'élevage des chèvres et des moutons, construction d'un abattoir, centre culturel.</i>
Mali (depuis 2002) Kidal	1 050 euros	<i>Mise en place et appui au fonctionnement d'une bibliothèque de loisir pour les scolaires, étude préalable à l'assainissement et à la collecte des ordures ménagères.</i>

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Nous avons maintenu les orientations définies dès les premières années du GTMC. Nos actions de partenariats nous paraissent toujours indispensables. Celles que nous avons vécues dans des contextes très divers montrent à la fois leurs limites et les avancées possibles.

Mais les actions de sensibilisations restent fondamentales. C'est ici que doit se manifester le plus

notre solidarité avec les populations les plus démunies. Notre rattachement à Peuples Solidaires nous permet d'inclure cette démarche dans un processus de plus en plus mondialisé. C'est ainsi que nombre d'entre nous, adhérents à Réseau Solidarité, participent déjà à des actions de défense des droits économiques et sociaux en soutenant, par l'envoi de lettres de protestation et de soutien, des acteurs de la société civile, des syndicats, des mouvements de pays du Sud.

Or, actuellement, d'une part des organismes représentant les intérêts des travailleurs dans les pays du Sud luttent pour faire valoir leurs droits, d'autre part la mondialisation fait qu'il est possible de soutenir des actions de l'autre côté de la planète. C'est ainsi qu'en octobre 2007 des membres de Peuples Solidaires sont allés en Inde participer à une marche des paysans sans terre indiens. ■

Marche victorieuse des paysans sans terre indiens

En octobre 2007, à l'initiative du mouvement Ekta Parishad conduit par Rajagopal, 25 000 personnes ont convergé de Gwalior à New Delhi.

Cette marche non-violente de 350 km, Janadesh ou « Volonté du Peuple », avait pour but de porter publiquement les injustices supportées par les paysans et travailleurs sans terre. Mettre l'État devant ses responsabilités et obtenir la mise en œuvre de la réforme agraire.

Partis de Gwalior le 2 octobre dernier, les 25 000 paysans et paysannes sans terre participant à la marche Janadesh ont atteint Delhi le dimanche 28 octobre. Le lendemain, le gouvernement indien a annoncé la mise en place d'une commission nationale de la terre sous l'autorité du Premier Ministre Indien, principale revendication de l'organisation Ekta Parishad, à l'origine de cette mobilisation sans précédent.

C'est une grande victoire pour les paysans sans terre indiens et pour l'action non-violente d'Ekta Parishad ! L'arrivée à Delhi a montré la détermination des marcheurs : « La prison ou la terre ! » chantaient lundi 29 octobre au matin les 25 000 participants encerclés par la police dans leur campement, empêchés d'atteindre le Parlement, objectif de cette marche non-violente inspirée par Gandhi. Mais ce même jour,



Rajagopal, leader du mouvement Ekta Parishad venu à Clamart en 2001 (cf. page 2), signait un texte politique avec le ministre du développement rural annonçant la création de la commission nationale de la terre. C'est l'aboutissement d'un long travail de négociations politiques mené tout au long de la mobilisation. Cette décision a marqué la fin de Janadesh et les marcheurs ont commencé à remplir les trains du



retour dès hier au soir, en exprimant leur joie par les chants et les danses. Depuis plus d'un an, Peuples Solidaires, Frères des Hommes et la Confédération Paysanne, ainsi que d'autres organisations en France comme en Europe, ont soutenu la marche Janadesh et se sont mobilisés en France pour faire appel à la solidarité avec les sans terre indiens, et pour sensibiliser l'opinion sur la question de l'accès à la terre ici et là-bas. Des représentants de ces organisations ont participé à la marche, aux côtés d'ONG nord-américaines et européennes ainsi que de représentants du MST brésilien, de la Kenya Land Alliance et de la Coordination Paysanne Européenne. Cette marche victorieuse adresse donc un grand message d'espoir pour l'ensemble des mouvements paysans et leurs partenaires dans le monde !